

**Réseau ontarien
d'éducation juridique**

Rapport annuel

2006



OJEN | ROEJ

ONTARIO JUSTICE EDUCATION NETWORK
RÉSEAU ONTARIEN D'ÉDUCATION JURIDIQUE



Le ROEJ est financé par des subventions de
la Fondation du droit de l'Ontario et
de la Fondation Trillium de l'Ontario
Numéro de don de charité : 85548 9134 RR0001



Table des matières

MISSION et OBJECTIFS DU ROEJ	page 2
ACTIVITÉS DES PROGRAMMES	page 3
PLANIFICATION FUTURE	page 8
GOUVERNANCE	page 12
RÉSEAU	page 15
PERSONNEL	page 17
FINANCEMENT	page 18
VÉRIFICATION	page 19

MISSION ET OBJECTIFS DU ROEJ

MISSION

Le ROEJ a pour mission de promouvoir la compréhension, l'éducation et le dialogue afin de soutenir un système de justice efficace et ouvert.

OBJECTIFS

Les objectifs du Réseau ontarien d'éducation juridique sont :

1. Aider le public à mieux connaître le système de justice et les défis auxquels il fait face.
2. Défendre et encourager les valeurs d'un système de justice public, transparent et accessible par l'intermédiaire de la recherche et de l'éducation.
3. Encourager le dialogue entre le public et les membres du système de justice.
4. Élaborer et coordonner des programmes de vulgarisation et d'éducation juridiques et les offrir aux élèves et au reste de la population.

ACTIVITÉS DES PROGRAMMES

Rapport de la directrice générale

Salle d'audience et salle de classe

Les programmes du ROEJ se multiplient en grand nombre et en diversité. En 2006, environ 50 000 élèves ont visité les palais de justice de la province dans le cadre des visites du programme *Salle d'audience et salle de classe*. Un nombre inconnu de visites additionnelles ont eu lieu dans les palais de justice où les bénévoles continuent de livrer la programmation de *Salle d'audience et salle de classe* sans responsable désigné pour faire un compte rendu des visites.

Les bénévoles du secteur de la justice ont complété les visites de palais de justice par des visites de classe, et en participant à des symposiums sur le droit et des procès simulés élaborés et livrés par des comités locaux du ROEJ.

Valeurs du système de justice

La ressource pédagogique *Valeurs du système de justice* révisée pour compléter le programme provincial de 10^e année en éducation à la citoyenneté a été distribuée directement dans 1 500 écoles de langue anglaise, 150 écoles de langue française et 250 programmes d'immersion française.

Le ROEJ continue de distribuer d'autres ressources pédagogiques directement aux enseignants et enseignantes et aux élèves par l'intermédiaire de son site web et de bulletins électroniques. Quatre nouveaux arrêts faisant autorité ont été produits et distribués en version imprimée à plus de 200 enseignants et enseignantes. Ils sont disponibles en ligne, en français et en anglais. Le matériel de l'institut estival de droit de 2006 à Toronto et à Ottawa a également été offert en ligne.

Le site web du ROEJ reçoit environ 9 400 appels de fichiers chaque mois. Sur une base quotidienne, cela représente une moyenne de 231 visiteurs, dont 108 sont de nouveaux visiteurs et 126 des habitués. Plus de 600 enseignants et enseignantes qui sont abonnés aux bulletins du ROEJ reçoivent des communications par courriel du ROEJ tous les deux vendredis. Deux numéros du bulletin du ROEJ ont été distribués à 6 500 destinataires, soit en français soit en anglais.

Programmes Trillium

Le ROEJ a mis en œuvre le volet des projets de prise de contact financés par la Fondation Trillium. La reprise de ces projets, retardés l'an passé par des changements de personnel, s'est faite avec succès, et les échéances ont été rallongées par la Fondation. L'élaboration de modèles de réplique est amorcée; le projet vise à assurer une méthode de réplique de projets pilotes à l'échelle locale en utilisant un nombre minimal d'employés de soutien du ROEJ. Les programmes suivants représentent un échantillon des projets de prise de contact financés par la subvention de la Fondation Trillium.

Programmes de prise de contact

La prise de contact dans la communauté autochtone a bien progressé avec le lancement du projet d'éducation juridique de tribunaux en circuit avec les services juridiques Nishnawbe-Aski et Aide juridique Ontario. Un symposium sur la détermination de la peine, tenu sur l'île Manitoulin, a



Des jeunes des communautés desservies par la Société du logement communautaire participent à des activités de procès simulés.

comparé des principes de détermination de la peine pour les contrevenants autochtones et non autochtones. La planification d'un événement éducatif holistique est en cours à Mnjikaning.

La programmation pour les jeunes à risque a visé la grande région de Toronto. Le modèle d'éducation juridique

sur le logement social a continué de s'épanouir en partenariat avec la Société du logement communautaire de Toronto (SLCT) au cours de l'année. Ce programme a été modifié pour répondre aux besoins des élèves de l'école Projet 180°. Après un premier projet pilote, la réaction des élèves, des enseignants et enseignantes et des juristes a été tellement positive qu'un deuxième programme a été prévu. Une séance de groupe a été tenue au West Toronto Collegiate pour faciliter les discussions entre les élèves, les agents locaux et les juristes au sujet des relations de la police avec les jeunes.

Des modèles d'éducation juridique ont été élaborés pour les élèves d'anglais langue seconde. Les ressources et les aides visuelles sont élaborées en collaboration avec les enseignants et enseignantes d'anglais langue seconde et adaptées au vocabulaire des élèves pour assurer une bonne intégration dans la salle de classe. Des jeunes engagés dans des organisations communautaires ont également participé aux séances sur les droits de la personne et sur la diversité.

L'embauche d'une chargée de projets bilingue a permis de renforcer les liens avec la communauté francophone. Le premier institut estival de droit en français a attiré des enseignants et enseignantes de toute la province et ceux-ci ont reçu des subventions de déplacement du ministère de l'Éducation. Nous élaborons un protocole pour coordonner des visites de salles d'audience en français. Nous promovons des procès simulés en français, en partenariat avec l'AJEFO.

Les arts dans les salles d'audience

Le programme *Les arts dans les salles d'audience* se poursuit avec succès. Encore une fois cette année, les affiches créées par les élèves de 5^e année ont été encadrées et distribuées aux palais de justice en régions. Cinq associations de comté ont commandité une affiche pour leur palais de justice. On ne ménage pas les efforts pour assurer le modèle de commandite visant à permettre une plus grande distribution des affiches faites dans le cadre des *Arts dans les salles d'audience*. Des événements de vernissage ont été tenus à Ottawa, à Barrie, à Windsor, à Sault Ste. Marie et à St. Catharines.



Dévoilement de l'affiche Les arts dans les salles d'audience : La juge Jennifer Blishen, Susheel Gupta et l'artiste Kaitlyn dont l'affiche a été choisie pour le Centre d'information sur le droit de la famille au Palais de justice d'Ottawa.

Prix des juges en chef

Le Prix des juges en chef a été décerné à Paul Regan. Il a mis sur pied la compétition de procès simulés de Simcoe-Muskoka voilà 15 ans, et a cultivé le soutien local pour l'éducation juridique dans cette communauté. Les trois juges en chef ont présenté le Prix lors d'une réception tenue en conjonction avec le Grand Débat durant la Semaine du droit, réception que la famille, les amis et les promoteurs de Paul n'ont pas manquée.



Paul Regan, récipiendaire du Prix 2006 des juges en chef, entouré de sa famille et d'amis.

Dons de codes criminels

Le ROEJ a reçu et distribué environ 1 100 codes criminels à 225 écoles, soit en donnant des copies individuelles aux enseignants et enseignantes ou des paquets pour les classes. Les codes criminels sont récupérés directement par les comités du ROEJ dans les palais de justice d'Ottawa, de London et de Brampton. En raison des changements au processus d'admission du Barreau, 1 000 copies du Code criminel actuel ont été distribuées par paquets de 10 à 15 à 85 écoles. On a également distribué aux écoles des manuels de droit constitutionnel, familial et international, des recueils de lois et des copies du guide annuel de pratique.

Adoptez une école

Le partenariat pilote pour *Adoptez une école* entre le Conseil scolaire de district de Toronto et le ministère du Procureur général (MPG), s'est terminé en juin. À partir des conclusions, on a élargi le partenariat à 11 écoles à l'automne 2006 et 40 autres juristes du MPG ont été formés. Le modèle *Adoptez une école* est appliqué dans d'autres communautés où le ROEJ participe aux jumelages.

La Journée du droit

La Journée du droit continue d'être une réussite. Le ROEJ participe comme partenaire au comité de la Journée du droit. Les événements de l'an dernier, organisés sous le thème *Démocratie, diversité, liberté*, ont eu lieu durant la semaine du 3 au 7 avril 2006. Le ROEJ a ciblé une programmation bilingue améliorée durant tous les événements de la Journée du droit.



Les juges en chef Lennox, Smith et McMurtry avec les conférenciers des cérémonies d'ouverture Alan Borovoy, conseiller juridique à l'Association canadienne des libertés civiles, et Saeed Selvam, élève de 11^e année.

Programmation générale

Le ROEJ a commencé à faciliter le réseautage entre les établissements postsecondaires pour recueillir des renseignements et partager les méthodes exemplaires sur les liens entre ces établissements et les écoles publiques secondaires. Le personnel du ROEJ continue de faire des présentations à divers congrès et fournit des renseignements et des ressources aux programmes de perfectionnement professionnel des enseignants et enseignantes.



La juge Patricia Hennessy avec les participants au tournoi de procès simulés de Sudbury.

Les comités du ROEJ continuent de livrer la programmation de *Salle d'audience et salle de classe* à divers paliers dans toute la province. Chaque comité est formé de bénévoles du secteur de la justice et d'éducateurs et éducatrices de la région. Les contributions de ces bénévoles sont sous-estimées si l'on considère que les activités locales n'existeraient pas sans eux. Le niveau des activités varie selon le temps et les ressources des bénévoles et de l'enthousiasme et des requêtes générées dans chaque secteur. Le bureau du ROEJ continue d'offrir un appui centralisé aux comités par l'élaboration de ressources, de financement mineur et de la promotion des divers événements. Grâce à un processus global d'évaluation, on peut déterminer quel type d'appui le bureau provincial peut offrir en fait d'activités et pour répondre aux besoins de chaque région.

PLANIFICATION FUTURE

Pendant que les comités locaux planifient et facilitent l'éducation juridique pour un plus grand nombre d'élèves chaque année, le ROEJ poursuit son travail d'élaboration du programme *Salle d'audience et salle de classe*. De plus, le ROEJ continue d'élargir ses horizons afin de traiter des besoins des enseignants et enseignantes et de promouvoir un accès plus vaste à l'éducation juridique. Pour assurer la qualité des programmes tout en élargissant les domaines en demande, le Conseil d'administration du ROEJ a adopté un plan stratégique afin de guider l'organisation selon les objectifs, les stratégies et les priorités suivantes.

OBJECTIFS

1. Continuer à élaborer et à promouvoir l'éducation juridique dans tout l'Ontario, en fournissant du soutien aux bénévoles régionaux, aux éducatrices et éducateurs et aux membres du secteur de la justice.
2. Cultiver une approche de la justice et de l'éducation qui valorise et qui accorde la priorité à l'éducation juridique au même titre que l'éducation à la citoyenneté, le respect pour les institutions publiques, les aspirations professionnelles et l'engagement de toute la société dans l'éducation.
3. Promouvoir l'éducation juridique publique comme une importante responsabilité *pro bono* pour la profession juridique.
4. Mettre en œuvre une programmation de qualité qui répond aux attentes des enseignants, des enseignantes et des bénévoles du secteur de la justice dans les deux langues officielles.
5. Élaborer une programmation et des ressources inclusives en travaillant à atteindre les collectivités marginalisées.
6. Renforcer le Réseau en facilitant le partage des renseignements et des ressources.

7. Évaluer les activités d'éducation juridique en place, en évaluant le besoin de soutien et d'élaboration de programmes.
8. Préserver et améliorer la bonne réputation du ROEJ auprès des éducateurs, des éducatrices, du public et au sein du secteur de la justice.
9. Atteindre une stabilité organisationnelle qui permet une croissance continue et qui tient compte des bonnes idées, sans exiger trop des employés et des ressources du Conseil.
10. Créer un cadre qui assure des chances égales pour les éducateurs et les élèves qui cherchent l'accès à l'éducation juridique.

STRATÉGIES

Le ROEJ continuera d'offrir son programme d'éducation juridique *Salle d'audience et salle de classe* qui vise principalement les élèves de l'école secondaire par le biais des écoles ou d'autres organisations appropriées.

Le ROEJ utilisera une méthodologie fondée sur le développement communautaire pour fournir du personnel et des ressources afin de lancer des programmes, de cultiver une bonne base de bénévoles, de faire une évaluation soigneuse et mettre au point des stratégies de répliation. Une fois qu'un programme aura établi des liens avec les collectivités et que les projets connaîtront du succès, le personnel du ROEJ commencera à se retirer de la programmation directe des projets au moment opportun et fournira un soutien centralisé au besoin.

Pour agir comme catalyseur et pour soutenir la collaboration dans toute la province, le ROEJ se concentrera sur les activités d'éducation juridique par la communication et la collaboration avec les partenaires du ROEJ, ainsi que par la dissémination de ressources dans les salles de classe et de pratiques exemplaires.

Le ROEJ exécutera sa programmation en travaillant avec les communautés selon leur situation géographique ou les intérêts des collectivités pour

tirer le maximum de ressources limitées en personnel et pour utiliser sa grande base de bénévoles des secteurs de l'éducation et de la justice.

Le ROEJ analysera les résultats de son sondage provincial visant à élaborer des avenues pour mieux soutenir les activités existantes du ROEJ ainsi que les plans de croissance à long terme. Ce sondage constituera la première phase d'une structure d'évaluation plus complète qui deviendra une composante régulière du mandat du ROEJ.

La programmation du ROEJ, qui cible des collectivités et que finance la Fondation Trillium, sera élaborée en permanence et finira par être intégrée au modèle existant du ROEJ afin de faciliter et de soutenir l'activité locale.

Le ROEJ développera son financement, son organisation interne et ses ressources en personnel à mesure que la programmation s'élargira, afin d'assurer sa durabilité.

PRIORITÉS POUR LES TROIS PROCHAINES ANNÉES

- Le ROEJ aura solidifié et raffiné ses programmes pour assurer une durabilité de l'activité d'éducation dans les localités de l'Ontario qui vise à inclure les diverses collectivités de la province et à faire avancer le travail d'éducation juridique des partenaires du Réseau.
- Le ROEJ sera l'endroit privilégié des juges, des avocats, des enseignants et d'autres parties prenantes pour trouver des nouvelles, des occasions et des ressources liées à l'éducation sur l'appareil judiciaire en Ontario.
- Les enseignants, les enseignantes, les éducateurs et les éducatrices continueront de reconnaître les documents du ROEJ comme des documents fiables et de grande qualité.
- Les bénévoles du ROEJ reconnaîtront leur engagement dans les

programmes du ROEJ comme un aspect positif de leur travail et de leur activité communautaire.

- Le ROEJ aura établi une stratégie de communication.
- Le ROEJ aura diversifié ses sources de financement.
- Le ROEJ demeurera stable sur les plans financier et administratif.
- Le ROEJ aura mené un sondage et une évaluation qualitative à l'intérieur de sa structure d'évaluation et aura établi une méthode d'évaluation permanente.



La juge Fran Kiteley, présidente du conseil d'administration du ROEJ et la juge Eleanore Cronk de la Cour d'appel de l'Ontario parlent avec des enseignants et enseignantes lors d'une présentation de Salle d'audience et salle de classe faite durant l'institut estival de droit.

GOVERNANCE

Nomination des administrateurs

À la quatrième assemblée générale annuelle du Réseau ontarien d'éducation juridique, le 29 novembre 2006, les administrateurs de la société étaient :

John Kromkamp, *nommé par le juge en chef de l'Ontario*

La juge Fran Kiteley, *nommée par la juge en chef de la Cour supérieure de justice*

La juge Nancy Kastner, *nommée par la Cour de justice de l'Ontario*

Ann Merritt, *nommée par le procureur général adjoint de l'Ontario*

Ginette Plourde, *nommée par le sous-ministre de l'Éducation*

Lorne Sossin, *nommé par la Fondation du droit de l'Ontario*

Allan Hux, *nommé par l'Ontario History and Social Science Teachers' Association*

Pat Hatt, *nommée par la Community Legal Education Ontario*

Marion Boyd, *nommée par le Barreau du Haut-Canada*

Sherry Cameron-Stobie, *nommée par Aide juridique Ontario*

Renée Lapointe, *nommée par le ROEJ*

Angelo Bolotta, *nommé par le ROEJ*

Nominations pour de nouveaux mandats

Les membres du conseil d'administration suivants ont été renommés pour un autre mandat :

Pour la juge en chef de la Cour supérieure de justice : la juge Fran Kiteley

Pour le sous-procureur général de l'Ontario : Ann Merritt

Pour l'Ontario History & Social Science Teachers' Association : Allan Hux

Pour la Community Legal Education Ontario : Pat Hatt

Ces quatre membres du conseil ont accepté de siéger pour un deuxième mandat. Les organisations qui les ont nommés ont confirmé leurs nominations par écrit.

Dirigeants de la société

Présidente : Juge Fran Kiteley

Trésorier : Pat Hatt

Secrétaire : vacant

Directrice générale : Sarah McCoubrey

Les personnes suivantes ont été nommées signataires autorisés de la société :

John Kromkamp, Pat Hatt, Lorne Sossin, Sherry Cameron-Stobie et Sarah McCoubrey

Depuis la fin de la troisième assemblée générale annuelle, le conseil d'administration s'est réuni quatre fois et a mené deux votes par voie électronique sur les questions de nature urgente :

Le 28 février 2006

Le 11 mai 2006

Le 23 juin 2006 (*par voie électronique*)

Le 28 août

Le 17 octobre 2006 (*par voie électronique*)

Le 25 octobre

Statut d'organisme de bienfaisance

La société a conservé son statut d'organisme de bienfaisance.

Assurance-responsabilité des administrateurs et des dirigeants

La société souscrit une assurance-responsabilité des administrateurs et des dirigeants avec Trisura Guarantee Insurance pour une limite totale de 1 000 000 \$.

Comités permanents du Conseil

Comité d'organisation et de développement

Présidente : Juge Fran Kiteley
Marion Boyd
John Kromkamp
Julie Matthews
Elizabeth Goldberg

Comité des programmes

Président : Allan Hux
Angelo Bolotta
Lorne Sossin
Ginette Plourde
Juge Nancy Kastner

Comité de financement

Président : Pat Hatt
Gail Sinclair
Ann Merritt

Comité des communications

Président : John Kromkamp
Elise Brunet
Sherry Cameron-Stobie

Comité de la vérification

Pat Hatt
Marion Boyd

**La directrice générale est membre d'office de tous les comités permanents, et les chargées de projets appuient directement le comité des communications.*

LE RÉSEAU

Participants au Réseau

En date de la quatrième assemblée générale annuelle du Réseau ontarien d'éducation juridique, les personnes suivantes étaient représentées au sein du ROEJ :

Le juge en chef de l'Ontario
Le juge en chef de la Cour supérieur de justice
Le juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario
Le ministre de la Justice et Procureur général du Canada
Le sous-procureur général de l'Ontario
Le sous-ministre de l'Éducation
Le président de la Fondation du droit de l'Ontario
Le trésorier du Barreau du Haut-Canada
Le président de la Société des plaideurs
Le président de l'Association de bâtonniers de comtés et districts
Le président de l'Association du barreau de l'Ontario
L'ombudsman de l'Ontario
La présidente d'Aide juridique Ontario
Le vice-président de l'*Ontario History & Social Science Teachers' Association*
La directrice générale de *Community Legal Education Ontario*
La directrice de l'éducation de la Fondation canadienne pour l'éducation en matière de libertés civiles
Le directeur général de l'Association des cliniques juridiques communautaires de l'Ontario
L'*Institute for Catholic Education*
L'*Ontario Principals' Council*
La directrice générale de l'*Ontario Federation of Indian Friendship Centres*
Le *ESL/ELD Resource Group of Ontario*
Le Conseil des doyens et doyennes des facultés de droit de l'Ontario
La directrice générale de l'*Ontario Council of Agencies Serving Immigrants*
Le président de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario
L'*Ontario Business Educators' Association*

Le juge en chef de l'Ontario, la juge en chef de la Cour supérieure de justice, le juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario, le président de la Société des plaideurs, le président de l'Association des bâtonniers de districts et de comtés, et le président de l'Association du barreau de l'Ontario sont tous mandatés comme participants du Réseau par le règlement administratif de la société. Tous les autres participants sont nommés par le Conseil.

Le plus nouveau participant au Réseau est l'*Ontario Business Educators' Association*, qui a été invitée à se joindre au Réseau en 2006.

Réunions du Réseau

Le Réseau s'est réuni deux fois depuis la dernière assemblée annuelle, soit le 22 mars 2006 et le 18 octobre 2006. La participation de ses membres a été forte à chaque fois. À la réunion de mars, les membres du Réseau ont participé à une discussion sur les besoins des jeunes immigrants. À la réunion d'octobre, le sous-procureur général a présenté les initiatives que le personnel du MPG mène dans la province. Les membres du Réseau ont discuté de stratégies pour partager leurs méthodes exemplaires.

PERSONNEL

Directrice générale

Sarah McCoubrey demeure directrice générale du ROEJ.

Adjointe générale et administratrice financière

Nadine Demoe a été dans le poste d'adjointe générale et administratrice financière toute l'année.

Chargées de projets

Julie Petruzzellis a continué comme chargée de projets, avec le dossier de la prise de contact avec les jeunes autochtones, jusqu'à son départ, fin juin 2006. Meghan Meisters a été embauchée pour la remplacer et est toujours au poste. Sarah Pole est revenue de son congé de maternité en mars à son poste de chargée de projets avec le dossier de la prise de contact des jeunes à risque. Julie Kon Kam King a travaillé sur une base contractuelle jusqu'à la fin de mars. Elle a ensuite obtenu par suite d'un concours le nouveau poste de chargée de projets avec le dossier de la prise de contact avec les jeunes immigrants. Le ROEJ a créé un nouveau poste de chargée de projets, en partenariat avec l'AJEFO, et a embauché Danielle Manton, qui consacre 50 % de son temps au ROEJ.

Le ROEJ a eu deux stagiaires d'été du programme LAWS. Ces élèves de 10^e année, Sarha Mohamud et Sarha Hassan, ont fait un stage de trois semaines afin d'aider à la programmation du ROEJ et de fournir une perspective de jeunes sur de nouvelles initiatives. En septembre, Michelle Newton, une élève du programme de travail social de George Brown, a entamé un stage de huit mois au ROEJ durant lequel elle a passé deux jours chaque semaine, ainsi que deux périodes de deux semaines, à aider globalement et particulièrement à la prise de contact des jeunes immigrants.

D'autres besoins en dotation ont été pourvus à forfait. Ainsi, Dana Dawson a mené des sondages dans le cadre d'une évaluation quantitative provinciale et Renate Sitch a mis la banque de données à jour.

Bureaux

Le ROEJ continue d'utiliser les bureaux qui lui sont fournis par le Barreau du Haut-Canada au 393, avenue University, salle 501. Ces bureaux ont permis les changements de personnel et la réorganisation entreprise au cours de l'année, facilitant la collaboration, les réunions de comités et les stages. En plus des bureaux, le ROEJ a à sa disposition une salle d'entrepôt au 130, rue Queen Ouest, siège du BHC.

FINANCEMENT

La Fondation du droit continue de fournir du financement de base au ROEJ, soutenant ainsi le programme *Salle d'audience et salle de classe*, ainsi que l'administration de l'organisation. Ce soutien permanent est le résultat d'une relation très positive avec la Fondation qui, nous l'espérons, se poursuivra.

La Fondation Trillium a fourni un financement de renforcement des capacités sur trois ans, qui prendra fin en septembre 2007.

Le Barreau du Haut-Canada fournit un soutien important au ROEJ grâce à son don d'espaces de bureau, d'ordinateurs et d'équipement de téléphone et d'appui, d'installations et d'espace Internet. Ces contributions ont permis à notre petite organisation de fonctionner sans trop de difficultés opérationnelles.

D'autres soutiens en espèces sont fournis par les partenaires du Réseau, y compris l'utilisation d'installations à Osgoode Hall, la distribution de ressources éducationnelles et d'autres contributions en espèces selon les besoins.

VÉRIFICATION

**RÉSEAU ONTARIEN D'ÉDUCATION JURIDIQUE /
ONTARIO JUSTICE EDUCATION NETWORK**

ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2006

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres,
Réseau ontarien d'éducation juridique /
Ontario Justice Education Network

Nous avons vérifié l'état de la position financière du Réseau ontarien d'éducation juridique/ Ontario Justice Education Network au 31 mars 2006 et l'état des activités et des éléments nets d'actif de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'organisme. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2006, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Cowperthwaite Mehta

Comptables agréés

Le 19 juin 2006
Toronto (Ontario)

**RÉSEAU ONTARIEN D'ÉDUCATION JURIDIQUE /
ONTARIO JUSTICE EDUCATION NETWORK**


ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2006

	2006	2005
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	54 054 \$	37 347 \$
Débiteurs	4 464	3 726
	58 518 \$	41 073 \$
PASSIF ET ACTIF NETS		
Passif à court terme		
Créditeurs et charge à payer	2 300 \$	17 897 \$
Produits reportés (<i>note 3</i>)	51 521	18 399
	53 821	36 296
Actif net		
Non affecté	4 697	4 777
	58 518 \$	41 073 \$

Approuvé au nom du Conseil :


_____, administrateur


_____, administrateur

voir notes

**RÉSEAU ONTARIEN D'ÉDUCATION JURIDIQUE /
ONTARIO JUSTICE EDUCATION NETWORK**
ÉTATS DES ACTIVITÉS ET ACTIF NET

POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 2006

	2006	2005
PRODUITS		
Subventions (note 4)	424 898 \$	434 531 \$
Remboursement des frais d'imprimerie	16 742	–
Droits d'inscription	8 394	8 060
<i>Les arts dans les salles d'audience</i>		
Prix des juges en chef	5 230	2 070
Intérêts et autres	1 461	73
	456 725 \$	444 734 \$
CHARGES		
Personnel	317 546 \$	348 639 \$
Réunions, conférence et élaboration du réseau régional	43 099	34 831
Publication et production	38 324	35 126
Documents de référence des programmes	28 382	7 524
Société	6 965	3 346
Équipement de bureau	6 945	3 222
Bureau et général	6 585	7 026
Développement organisationnel	5 813	1 973
<i>Les arts dans les salles d'audience</i>	3 146	2 070
	456 805 \$	443 757 \$
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES POUR L'EXERCICE	(80) \$	977 \$
Actif net, début de l'exercice	4 777	3 800
ACTIF NET, FIN DE L'EXERCICE	4 697 \$	4 777 \$

voir notes

22

L'éducation et le dialogue pour une société civile

RÉSEAU ONTARIEN D'ÉDUCATION JURIDIQUE / ONTARIO JUSTICE EDUCATION NETWORK

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

LE 31 MARS 2006

1. L'ORGANISATION

Le Réseau ontarien d'éducation juridique est un organisme à but non lucratif constitué en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, sans actions.

L'organisme a pour mission de promouvoir la compréhension, l'éducation et le dialogue afin de soutenir un système de justice efficace et ouvert.

2. SOMMAIRE DES POLITIQUES COMPTABLES MAJEURES

Les politiques comptables de l'organisme sont conformes aux principes de comptabilité généralement acceptés du Canada. Les politiques considérées comme particulièrement majeures sont décrites ci-dessous :

Reconnaissance du revenu

L'organisme suit la méthode de reconnaissance des produits reportés. En vertu de cette méthode, les subventions reçues durant l'exercice pour des charges devant être engagées durant l'exercice suivant sont inscrites comme produit reporté.

Les documents et les services donnés qui sont normalement achetés par l'organisme ne sont pas inscrits dans les comptes.

Biens et équipement

Les biens et l'équipement sont portés aux charges des activités durant la période d'achat.

**RÉSEAU ONTARIEN D'ÉDUCATION JURIDIQUE /
 ONTARIO JUSTICE EDUCATION NETWORK**
NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS
LE 31 MARS 2006
3. PRODUITS REPORTÉS

Les produits reportés sont composés de ce qui suit :

	2006	2005
La Fondation Trillium l'Ontario	44 518 \$	7 018 \$
La Fondation du droit de l'Ontario	6 053	8 451
Conseil scolaire catholique de district de Toronto	950	nil
<i>Les arts dans les salles d'audience</i>	nil	2 930
	<u>51 521 \$</u>	<u>18 399 \$</u>
La continuité des produits reportés pour l'exercice se présente comme suit :		
Produits reportés, début de l'exercice	18 399 \$	50 000 \$
Ajout d'encaisse reçue de subventions durant l'exercice	458 020	402 930
Moins les subventions reconnues dans l'exercice	(424 898)	(434 531)
	<u>51 521 \$</u>	<u>18 399 \$</u>

4. SUBVENTIONS

Les subventions reconnues durant l'exercice se sont présentées comme suit :

	2006	2005
La Fondation du droit de l'Ontario Programme <i>Salle d'audience et salle de classe</i>	387 398 \$	341 549 \$
La Fondation Trillium de l'Ontario	37 500	92 982
	<u>424 898 \$</u>	<u>434 531 \$</u>

5. STATUT DE L'IMPÔT SUR LES REVENUS

 L'organisme est exempté d'impôt sur le revenu du Canada en raison de son statut d'organisme de bienfaisance conformément à la *Loi canadienne de l'impôt sur le revenu*.